

SÉANCE DE CLÔTURE

38^e Congrès FNCCR – septembre 2022 - RENNES

Plénière - Jeudi 29 septembre 2022 - 11h45

INTERVENANTS



Animation par Stéphane SIGNORET

Xavier PINTAT

Président de la FNCCR

Caroline CAYEUX

Ministre déléguée en charge des collectivités territoriales

Stéphane SIGNORET

Bonjour à tous. Nous arrivons au terme de ce 38e Congrès de la FNCCR. Ces trois jours ont donné lieu à de nombreux échanges, beaucoup de convivialité, de rencontres. De nombreux sujets ont été débattus, dans le cadre de la crise conjoncturelle à laquelle nous faisons face.

Nous allons clore ce congrès avec une intervention de Xavier PINTAT, Président de la FNCCR et une allocution de Madame Caroline CAYEUX, Ministre déléguée en charge des Collectivités territoriales. Je vous profite de cette occasion pour remercier Olivier SAMPSON, notre facilitateur graphique qui a réalisé un magnifique travail.

Stéphane SIGNORET

**JE VOUS PROPOSE D'ACCUEILLIR
MONSIEUR XAVIER PINTAT.**

Xavier PINTAT



Mesdames et messieurs les parlementaires, mesdames et messieurs les élus, chers amis congressistes, il me revient, hélas, de conclure notre 38e Congrès, avant l'intervention de Madame la Ministre. Ce congrès s'achève sur une période plus que jamais empreinte d'incertitudes. Trois jours durant, nous avons débattu de la façon dont nos services publics par réseaux peuvent et doivent affronter des défis majeurs, des défis comme nous n'en avons plus connu depuis des décennies : défis après la crise sanitaire, défis après la guerre en Ukraine, défis après sa cascade de conséquences sur l'économie et les grands équilibres internationaux, défis après le changement climatique, avec son cortège d'effets environnementaux en termes de canicules et de sécheresses.

Avant d'entrer dans le vif de ces sujets, je voudrais remercier nos partenaires régionaux pour leur participation à cette belle manifestation à laquelle ils ont eu cœur d'apporter leur appui qui a été très efficace. Je voudrais remercier Territoire d'énergie Bretagne, le PEBreizh, et Olivier DEHAEZE, son Président. J'associe à ces remerciements Rennes Métropole, Megalis Bretagne, Eau du Bassin Rennais, Eau et Vilaine, ainsi que la mairie de Saint-Malo qui nous a accueillis dans un cadre superbe. Je remercie mon ami, et ancien collègue, le sénateur Patrick CHAIZE, Président de l'AVIC-CA, avec laquelle nous avons étroitement travaillé à la préparation du volet numérique de nos travaux. Je voudrais également remercier très chaleureusement les organisateurs de ce 38e congrès, qui ont fourni

un travail colossal. Je félicite et remercie chaleureusement toute l'équipe et d'abord, Pascal SOKOLOFF, le Directeur général de la FNCCR, Alexandre ALLION qui a été remarquable au cours de cette préparation, Jennifer PILON, Anne SOPPELSA, assistante du Président et du Directeur, Elena SMIRNOVA, assistante du Directeur général. L'ensemble des services de la FNCCR a très activement participé à la préparation des travaux, chacun dans leur rôle. Je les remercie très vivement. Je remercie les animateurs qui ont participé à la préparation des travaux et ont été brillants dans cet exercice. De nombreuses personnalités ont bien voulu honorer notre manifestation de leur présence, qu'elles en soient toutes remerciées. Enfin, chers amis adhérents, chers collègues, chers congressistes, je vous remercie de votre participation massive et de votre implication. Chaque nouveau congrès bat le record du précédent en termes de participation. Vous vous êtes mobilisés sur des dossiers excessivement importants qui concernent notre avenir et celui de nos enfants.

Cette année, nos débats n'ont pas manqué d'être empreints d'une gravité particulière. Caroline CAYEUX, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Transition écologique, chargée des Collectivités territoriales nous a fait l'honneur d'enregistrer un message traçant quelques perspectives pour les mois à venir. Nous l'entendrons donc pour clôturer cette séance.

Les tensions sur notre approvisionnement en énergie conduisent à envisager, pour cette fin d'année 2022, des dispositifs de délestage, que nous n'avons pas connus depuis très longtemps. L'augmentation des prix de l'électricité et du gaz se vit fortement et douloureusement sur les territoires, y compris au niveau des tarifs de nos services publics locaux, tels que la distribution d'eau, qui doivent répercuter l'augmentation préoccupante de leurs coûts de fonctionnement et notamment de leurs coûts énergétiques. Nous avons suivi avec attention les premiers débats parlementaires de cette nouvelle mandature en juillet dernier, concernant le pouvoir d'achat. À cette occasion, nous avons proposé que davantage de collectivités puissent bénéficier des tarifs réglementés de vente de l'électricité. Il n'a malheureusement pas encore été possible de progresser dans cette direction si importante.

Parallèlement, nous avons demandé une révision du mode de calcul du tarif réglementé de vente, de façon à permettre aux consommateurs de bénéficier du vrai coût de l'énergie produite, et non de subir des niveaux élevés de tarifs réglementés au nom de l'ouverture du marché. Cette réforme reste elle aussi devant nous, mais elle est très importante.

Nous espérons que toutes les leçons de l'expérience actuelle seront tirées.

Dans cette perspective, nos travaux de cette semaine nous ont conduits à adopter un certain nombre de motions que je voudrais résumer.

Domaine de l'énergie

Dans le domaine de l'énergie, nous demandons en premier lieu que l'organisation de notre système électrique soit revue drastiquement. Il est essentiel que les consommateurs français puissent bénéficier, au niveau des prix de détail de l'électricité, des avantages de notre mix énergétique national, sans devoir payer le prix fort de la centrale marginale européenne au charbon ou au gaz.

Nous ne sommes pas du tout convaincus de la pertinence du mécanisme de l'ARENH. Le meilleur outil de défense des consommateurs d'électricité est le tarif réglementé de vente, qui doit être accessible à des collectivités de tailles plus importantes que celles prévues actuellement. Par ailleurs, les contrats d'achat d'électricité à long terme passés directement avec un producteur d'énergies renouvelables sont un excellent moyen de faire converger la sécurité de notre approvisionnement avec la transition énergétique. Les collectivités devraient pouvoir y accéder plus facilement. Mais cela nécessitera une modification du droit de la commande publique, nécessaire pour mettre en place ces dispositifs.

En matière gazière, nous souhaitons que le gaz bas carbone, en particulier le biogaz issu de la méthanisation, bénéficie d'une réelle volonté de développement du gouvernement, dans la mesure où ce biogaz concourt simultanément à l'optimisation du mix énergétique sur nos territoires, à la mise en place d'une véritable économie circulaire locale, et à la lutte contre le changement climatique.

Les réseaux d'énergie jouent et joueront un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la transition énergétique. Il faut le rappeler, les territoires ruraux accueilleront une part déterminante de la puissance installée en matière d'électricité renouvelable. Il est donc indispensable de permettre aux réseaux de distribution d'électricité ruraux d'accomplir leur mission dans les meilleures conditions. Cela suppose des investissements très importants. Nous demandons une réévaluation très significative de l'enveloppe d'affectation spéciale FACE dédiée à l'électrification rurale, qui, il faut le rappeler, n'a pas évolué depuis sa création en 2012, en dépit de la hausse des coûts et l'augmentation des travaux. Parallèlement, il faut continuer à adapter le dispositif des aides du FACE à cette nouvelle donne de la transition énergétique.

S'agissant du FACE, nous constatons, hélas, que les incendies de forêt sont de plus en plus fréquents, risquant d'endommager nos réseaux ruraux de distribution d'électricité. Nous demandons donc que les crédits du FACE soient dimensionnés de sorte à permettre d'accompagner la reconstruction des réseaux détruits par le feu.

Une catégorie particulière d'infrastructures d'énergie concerne les infrastructures de recharge des véhicules décarbonés. À terme, ce type de véhicules a vocation à remplacer en totalité les véhicules à moteur thermique. Il s'avère donc indispensable de créer un cadre très cohérent d'implantation des bornes de recharge, qu'elles soient publiques ou privées, de façon à rassurer et à encourager l'utilisation de ces véhicules. Dans cette perspective, nous demandons à ce qu'une obligation soit faite aux installateurs privés de bornes de s'inscrire dans le schéma directeur des infrastructures de mobilité décarbonées. On pourrait étendre ce dispositif de l'électricité au GNV et à l'hydrogène.

Enfin, l'ensemble de ces problématiques énergétiques doit s'inscrire dans une logique globale de recherche de la sobriété maximale. Les consommateurs maîtriseront d'autant mieux leur consommation qu'on leur communiquera le niveau de celle-ci. C'est la raison pour laquelle nous proposons que l'obligation soit faite au fournisseur d'électricité de mettre à disposition de l'ensemble des consommateurs un dispositif de suivi et d'alerte sur les consommations cela pourrait prendre la forme d'un afficheur déporté d'une application sur smartphone. Au-delà des données, il faut donner un élan décisif à la rénovation énergétique des bâtiments. Nous demandons que le dispositif ACTEE, porté par la FNCCR, soit reconduit et développé en incluant la flexibilité grâce à l'effacement et au stockage. De nombreuses initiatives ont été prises dans le domaine des bâtiments. Je vois ici ou là des initiatives autour de l'*intracting* qui doivent être suivies.

Le cycle de l'eau

La rareté croissante de la ressource devient un enjeu essentiel, qui doit entraîner des réponses et des solutions appropriées. Nous avons ainsi débattu de la protection des captages contre les pollutions, en particulier les pollutions agricoles, dont l'impact est aggravé par la sécheresse. Il est préférable de réduire, voire de supprimer complètement les polluants à la source, plutôt que de mettre en œuvre a posteriori des traitements de l'eau qui se révèle très coûteux, notamment en énergie.

De manière générale, il est nécessaire d'inscrire complètement les services de l'eau et de l'assainissement dans la logique de la transition écologique et énergétique, en privilégiant les solutions fondées sur le cycle naturel de l'eau, pour gérer les ressources et rendre plus efficace la lutte contre les sécheresses et les inondations, en concourant à la protection de la biodiversité. Le développement de l'économie circulaire, par le recyclage des d'épuration, doit être encouragé par des déblocages réglementaires et des incitations financières. Les services d'eau et d'assainissement sont de gros consommateurs d'énergie, tant pour le pompage que pour le traitement de l'eau potable ou le traitement des eaux usées. Leur sobriété énergétique doit être favorisée. Il est également nécessaire de préserver l'équilibre économique de ses services, dans un contexte de baisse des consommations d'eau, grâce à une souplesse de la réglementation des tarifs, sans méconnaître l'aspect social et de lutte contre la précarité.

La transition numérique

Enfin, s'agissant de la transition numérique, il nous apparaît essentiel de garantir la desserte en très haut débit de l'ensemble de nos territoires, y compris les territoires peu denses, sur lesquels les réseaux d'initiative publique déployés en fibre optique par les collectivités locales doivent bénéficier de financements adaptés. La pérennité de ces financements passe selon nous par la mise en place effective d'un dispositif de péréquation stable, qui à l'heure actuelle, fait encore défaut. Corrélativement, ce service universel de l'Internet à haut et très haut débit doit être rapidement mis en œuvre, car nous savons que le relais cuivre d'Orange est en cours de démantèlement. Ce service universel de l'Internet devra prendre sa suite.

Au-delà des réseaux, la gestion et la mise à disposition des données d'intérêt général pour l'ensemble des territoires seront un facteur essentiel de développement durable. Les collectivités devraient se voir reconnaître explicitement une compétence en ce domaine, de façon à pouvoir mettre le numérique plus facilement au service des grandes transitions énergétiques et écologiques.

Ce sont sans doute des temps difficiles qui viennent, et que nous devons affronter. Mais, nous voulons également voir au travers de ces temps difficiles des opportunités, notamment en termes d'emploi, d'activité économique. Tel est le sens du fil rouge que nous avons adopté pour ce congrès de Rennes : « rebondir et réinventer ensemble ». Je forme le vœu qu'une rétrospective positive puisse être tirée de cette période lorsque nous nous retrouverons ensemble pour le prochain congrès national de la FNCCR.

Pour conclure, je crois que la commission de la communication, présidée par Danielle MAMETZ, a excessivement travaillé. Je voudrais la féliciter. Nous lui devons avec Alexandre ALLION ce slogan « rebondir et réinventer ensemble », qui est extraordinairement juste. Enfin, la tradition veut que l'on annonce à chaque fin de congrès le lieu où se tiendra le prochain. Aussi, je vous informe que, sur proposition du syndicat de l'énergie du Doubs, et de Christophe LIME, Vice-président du Grand Besançon, dont on connaît le dynamisme et les convictions dans le domaine de l'eau, nous avons choisi d'organiser le prochain congrès national de la FNCCR à Besançon en juin 2024. Nous y fêterons le 90e anniversaire de notre Fédération.

Comme je vous l'indiquais, Madame Caroline CAYEUX, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur et de la Transition écologique, chargée des Collectivités territoriales a accepté d'enregistrer un message vidéo, que je vous propose d'écouter pour conclure notre congrès. Je vous souhaite à tous un bon retour dans vos territoires et vous remercie de votre attention.

Stéphane SIGNORET

Merci Président PINTAT. Je vous remercie pour votre attention envers les animateurs et vous félicite pour le choix des sujets et la qualité des intervenants au cours de ces trois journées. En dépit de l'actualité forte qui nous pousse sous pression et qui oblige chacun à être très inventif, je pense que tous les sujets ont été traités. Je suis toujours frappé par la créativité des collectivités. J'éprouve un plaisir particulier à être présent avec vous ce matin.

JE VOUS PROPOSE QUE NOUS ÉCOUTIONS LE DISCOURS DE MADAME LA MINISTRE DÉLÉGUÉE, CHARGÉE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, MADAME CAROLINE CAYEUX.

Caroline CAYEUX

Chers amis, nous pouvons être des vôtres aujourd'hui en raison de contraintes d'agenda, je suis heureuse de pouvoir vous adresser ce message vidéo. Depuis maintenant 88 ans, la fédération nationale des collectivités concédantes et régies a beaucoup évolué dans ses missions, au rythme des modifications de l'organisation des réseaux dans notre pays, qu'elle a chaque fois contribué à façonner. Porte-voix des collectivités locales, en charge des services publics locaux de l'énergie, de l'eau et du numérique, votre action est plus que jamais indispensable, devant l'impératif de transition numérique écologique, et devant le contexte de hausse du coût de l'énergie que nous connaissons. Face à l'ensemble de ces défis, l'État a été, est et continuera d'être présent aux côtés des élus locaux et des collectivités.

Notre gouvernement a ainsi immédiatement pris des mesures fortes et protectrices pour vous accompagner dans cette période de tension énergétique inédite. Je pense en particulier au filet de sécurité de 430 M€ mis en place au début de l'été dans le projet de loi de finances rectificatives, pour aider les communes et les intercommunalités les plus fragiles à faire face à la hausse du point d'indice, à la hausse du coût de l'alimentation et de l'énergie. Le projet de loi de finances pour 2023, que nous avons présenté en début de semaine, poursuit et intensifie encore le soutien de l'État aux collectivités. Il prévoit notamment le quintuplement de l'enveloppe à destination des communes en grande difficulté, qui atteint maintenant 10 M€. Il comprend la prolongation du bouclier tarifaire en 2023, afin de limiter à 15 % la hausse des prix de l'électricité et du gaz pour les petites communes, soit environ 28 000 collectivités. Cet accompagnement d'urgence est nécessaire et salutaire. Mais, vous le savez, et je sais que beaucoup d'intervenants du congrès ont eu l'occasion de le rappeler, pour surmonter durablement les fragilités de notre organisation énergétique, nous devons accélérer la transition écologique pour tous les territoires.

C'est ce que permet aussi ce projet de loi de finances, avec des moyens considérables. Tout d'abord, nous augmentons d'un tiers les moyens consacrés à la dotation biodiversité 2023, qui avaient déjà été doublés en 2022. Ce sont maintenant 30 M€ mobilisés au bénéfice des communes de parc naturel, ou comprenant des zones Natura 2000. Mais surtout, comme annoncé par Madame la première Ministre, nous prévoyons la création d'un fonds d'accélération pour la transition écologique dans les territoires, le Fonds Vert, doté de 1,5 Md€. Il ne fonctionnera pas selon une logique d'enveloppe fermée et d'appel à projets, dont vous connaissez comme moi les limites. Il sera mis en œuvre de manière déconcentrée au service des projets que vous portez en matière de transition écologique.

Au plus près des réalités du terrain et des besoins de nos concitoyens, c'est vous seuls, élus locaux et collectivités qui pouvaient en effet permettre la mise en œuvre de cette transition. Au cours de ces journées, je sais que vous avez eu l'occasion d'embrasser un panorama complet des enjeux d'aménagement des réseaux, tant en matière de sobriété énergétique que dans la perspective des transitions numériques et écologiques.

Je serai attentive à l'ensemble de vos conclusions qui nous seront précieuses pour construire des politiques publiques territoriales toujours plus efficaces.

La FNCCR, riche de son histoire est ouverte à tous les acteurs réseaux est plus que jamais un lieu d'échange indispensable, où se construit collectivement l'avenir de nos territoires. Je vous remercie.



CLÔTURE

FNCCR
RENNES
2022

REINVENTION!

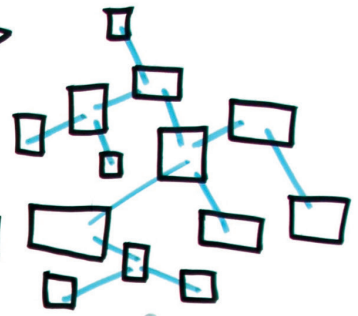
REBOND!



DU TRAVAIL EN RÉSEAU
POUR RÉPONDRE AUX
INCERTITUDES ACTUELLES!



merci!



MOBILISÉS!

LE LOCAL!

LES MEMBRES
DE LA FÉDÉRATION

L'ORGANISATION
DE L'ÉQUIPE

LES RÉGIONS

ANIMATEURS

INVITÉS

NOUVELLE ORGANISATION MIX ÉNERGÉTIQUE

TARIFS RÉGLEMENTÉS!

INVESTISSEMENT ELECTRIFICATION RURALE!

BIO GAZ MÉTHANE VAIORISÉ!

BORNES VÉHICULES ELEC'

PROTECTION DE L'

DISPOSITIF SUIVI CONSO

SOBRIÉTÉ!

ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE & SOCIAL

FINANCEMENT NUMÉRIQUE POUR TOUS!

DANS TOUS LES TERRITOIRES!

FOND VERT
BOOSTER

RENDEZ-VOUS à BESANCON!

OLIVIER SAMPSON-



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

38^e Congrès FNCCR

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022
RENNES - BRETAGNE